

Quelle candidature promouvoir à l'élection présidentielle pour une campagne très différente des autres afin de peser le mieux possible sur l'avenir de notre pays et du monde ?

L'épisode pandémique aigu dont nous sommes loin d'être sortis montre à quel point la recherche effrénée du profit maximal par les détenteurs de capitaux menace l'existence-même de l'humanité, celle du vivant sur terre.

Pour autant les représentations politiques dominantes, dirigeantes, dans le monde et singulièrement dans notre pays, ne reflètent pas du tout la conscience qu'il faut sortir du capitalisme pour sortir de la crise sociale, écologique et anthropologique profonde que nous vivons, quand bien même cette conscience fait son chemin dans le peuple.

En effet des résistances fortes et inventives se développent face à la convergence des rapports de domination. Des constructions alternatives au marché capitaliste, à l'actionnariat, à une croissance sans principes et sans limites et des démarches qui relèvent du communisme se développent même là où le mot n'est pas ou peu prononcé. Il convient de les légitimer, de les conforter, jusque dans les lieux où se préparent et se décident les normes juridiques, lois, traités, réglementations, de façon qu'elles prennent le pas sur celles qui préservent et favorisent les logiques capitalistes et autres rapports de domination.

Tel est l'enjeu de la séquence électorale majeure dans notre pays, le couple devenu inséparable élection présidentielle/ élections législatives.

Ces scrutins, leur enchaînement immédiat depuis l'instauration du quinquennat, sont un piège institutionnel, comme nous l'analysons depuis longtemps. Et nous sommes par notre histoire et nos convictions humanistes et démocratiques, hostiles au présidentielisme et au pouvoir personnel.

Pour autant c'est la séquence électorale de référence, celle qui détermine le chef de l'État avec les pouvoirs énormes qui sont les siens sous la cinquième république, puis la configuration de l'Assemblée Nationale pendant toute la durée du mandat présidentiel. Les deux scrutins sont pour partie dépendants l'un de l'autre et l'élection présidentielle intervient avant l'élection législative. Nous ne pouvons donc pas nous tenir à l'écart de l'élection présidentielle. D'autant qu'elle donne lieu à un large débat national qui se prolonge dans la campagne des législatives, moment très fort et privilégié de la bataille des idées, dont il convient de ne pas laisser à d'autres forces le soin de choisir seules le rythme et les thématiques, au risque d'une dérive toujours plus droitière des représentations politiques.

Or, cette séquence électorale ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices pour les forces de progrès, c'est le moins qu'on puisse dire. Toute la gauche confondue était en dessous de 25% lors des deux derniers scrutins nationaux, ce qui, sans dynamique unitaire, met en cause arithmétiquement la présence d'un quelconque candidat de

gauche au deuxième tour de l'élection présidentielle. La droite classique, laminée elle aussi, hésite sur la conduite à tenir par rapport à LREM ou au RN. Droite traditionnelle et LREM tentent de rivaliser avec l'extrême-droite sur ses terrains privilégiés ce qui accroît la banalisation de cette dernière. Au point qu'une grande partie de l'électorat progressiste et populaire, qui ne veut plus entendre parler de Macron, envisage de ne pas choisir s'il y avait un second tour LREM/ RN, considérant souvent que le président actuel incarne lui aussi une certaine forme de fascisme, tandis que pour d'autres, c'est même « tout sauf Macron ». Pour couronner le tout, plusieurs candidats de gauche, plus ou moins déclarés, sont déjà de fait en campagne, un peu comme si de rien n'était.

Alors bien sûr on peut se dire qu'il aurait été intéressant de créer les conditions pour un rassemblement à gauche à la fois beaucoup plus clairement anticapitaliste que par le passé, crédible, en lien étroit avec les mouvements sociaux, les contestations populaires de la politique actuelle, les constructions alternatives multiformes. Mais on ne va pas se mentir, ce travail n'a été fait par personne. J'ai la conviction que certaines forces n'ont jamais cherché à le faire. Le PCF n'a-t-il pas voulu, n'a-t-il pas su ou n'a-t-il pas pu ? C'est un débat du prochain congrès sans doute, mais ce n'est pas la question soumise à notre conférence nationale et que nous sommes appelés à trancher dans les semaines qui viennent.

La question posée comme pour toutes les élections présidentielles récentes est double : faut-il promouvoir et soutenir une candidature, donc faire campagne pour elle, et quelle candidature ? Et comment articuler campagne présidentielle et campagne législative ?

Si nous attendons plus longtemps encore que se concrétise l'espoir d'une candidature à gauche susceptible a priori de franchir la barre du premier tour, tout en affirmant clairement une volonté de rupture radicale avec la politique conduite par Emmanuel Macron, nous n'avons aucunement la garantie d'être mieux entendus d'ici la fin de l'année de la part des appareils et personnalités concernées, et notre expérience des trois dernières élections présidentielles n'est pas particulièrement concluante en la matière. Nous rabattre sur une option de rassemblement partiel et tardif sur une candidature déjà déclarée apparaîtra nécessairement comme un ralliement qui nous handicapera pour peser sur la campagne en termes de contenus, et donc sur la capacité de mobilisation des abstentionnistes des milieux populaires et investis dans les luttes. Cela risque de faire en sorte que nous n'apportions à la campagne concernée aucune plus-value communiste perceptible hormis l'apport de force militante qui peut se traduire par la suite, déceptions aidant, par un nouvel affaiblissement de cette force et/ou de son autonomie. Ce serait aussi contraire à la volonté exprimée majoritairement lors du dernier congrès de contrecarrer ce qui avait pu paraître à de nombreux militants comme une tendance à « l'effacement ».

Présenter tardivement un candidat issu du PCF aboutirait peu ou prou, aux mêmes résultats décevants, ce serait laisser la main à d'autres durant toute la période de pré-campagne, qui est elle aussi, déterminante pour la suite.

Au point où nous en sommes, je ne vois donc pas d'autre option réaliste et pragmatique que de désigner dès ce printemps un candidat issu du PCF, porté par l'ensemble des communistes.

Attendre et tergiverser, risque de conduire au même résultat – une gauche éclatée et minoritaire – en pire notamment pour le PCF, que ce que redoutent déjà celles et ceux qui suggèrent d'encore attendre.

Bien sûr cela ne nous garantit rien en soi sur l'issue de la présidentielle, mais ce que nous pouvons semer de manière identifiée dans la campagne, posera aussi des jalons pour les résistances qu'il nous faudra amplifier après 2022 et nous aidera à identifier aux législatives, quel que soit le résultat de notre candidat et celui de la gauche à la présidentielle, les candidatures issues du PCF comme les meilleures candidatures de résistance au capitalisme mondialisé avec ses variantes nationalistes. Et qui sait, si nous savons tenir un discours à la fois combatif et rassembleur, nous pouvons aussi faire bouger des lignes pendant cette pré-campagne, en lien avec des mouvements populaires dont nul ne peut préjuger de l'ampleur et de la détermination comme nous avons pu le voir ces dernières années. Il sera toujours temps alors, si cela semble nécessaire, de réexaminer les choses avec une nouvelle conférence nationale.

Fabien Roussel, secrétaire national du PCF et qui est donc déjà à ce titre un élément d'unité des communistes, député originaire d'une région populaire et ouvrière particulièrement courtisée par le Rassemblement National, me paraît le mieux à même de porter efficacement notre candidature communiste.

Il ne faudra pas en rester là. Pour réussir cette candidature et notre campagne, elles devront être très différentes des autres.

Elles devront subvertir cette 5^{ème} république qui fait si mal aux mouvements populaires. Elles devront être porteuse d'une 6^{ème} république démocratique et sociale, affirmer la volonté de la primauté du politique sur l'économie, en contact quotidien avec les forces du travail au plus près des entreprises, affirmer la primauté du législatif sur le pouvoir personnel présidentiel en agissant partout pour des candidatures de gauche combattives et rassembleuses sans attendre le résultat de la présidentielle, s'inscrire non pas dans une démarche centrée sur la sphère nationale mais dans la volonté de contribuer avec toute notre expérience et notre énergie à un mouvement mondial de résistance au capitalisme, à l'émergence d'un front mondial de libération de cette domination et de toutes les autres.